

déclin de la capacité des États à jouer leur rôle traditionnel et à exercer notamment certaines fonctions de base comme assurer la sécurité commune. Cameron (*Menaces à la démocratie dans les Amériques*) a fait remarquer qu'une série de problématiques (considérations) de portée plus générale devrait être reconnue et prise en compte si l'on tente de discuter de ce qui menace la démocratie lors du Sommet de Québec et par la suite, à savoir :

- le conflit entre la promotion de la démocratie et le respect de la souveraineté,
- le décalage entre les engagements du Sommet de Santiago en matière de démocratisation et le manque d'enthousiasme des autorités quand il s'agit de les respecter,
- le déphasage croissant entre la volonté de faire prévaloir la primauté du droit et la promotion de la démocratie,
- l'obligation, pour une démocratie, de livrer la marchandise,
- en Colombie, adopter une approche ciblée sur la sécurité humaine pourrait permettre de remplacer la focalisation sur les drogues par une focalisation sur la paix.



Peter Hale, Edward Hale –
North Dakota

Plus concrètement, une aide à la réforme de la magistrature, ainsi que des systèmes judiciaires et fiscaux s'avérerait utile. L'appui des médias est également souvent bénéfique. Toutefois, il faut bien réfléchir pour déterminer quels sont les modèles qui conviennent le mieux à la situation dans la région et qui peuvent effectivement être mis en oeuvre.

Gros plan sur les peuples autochtones

Le 23 mars 2000, des dirigeants et des représentants des peuples autochtones du Canada, des États-Unis, du Guatemala, du Panama et du Mexique, des personnalités du monde des affaires, des fonctionnaires et d'autres personnes intéressées se sont rencontrés pour réfléchir aux problèmes des peuples autochtones du continent. Parmi les participants figuraient des représentants de l'Assemblée des Premières nations, le chef national Phil Fontaine, Marc Lortie (le représentant personnel du Premier ministre au Sommet des Amériques), Frank O'Dea (Madison Grant), le chef Lydia Hwitsum (Première nation Cowichan) et Maxine Wiber (Environnement Rio Algom). Il a été question, entre autres, du besoin de faire participer activement les peuples autochtones à l'élaboration des politiques qui les concernent, de la nécessité de s'attaquer au racisme dans les deux sens et de réévaluer les lois, politiques et déclarations (y compris les textes imprimés) qui renforcent la marginalisation socio-économique et politique des peuples autochtones au Canada et à l'étranger. Une discussion approfondie a eu lieu sur la nécessité de

renforcer le lien entre l'investissement (ou le développement économique) et les préoccupations des peuples indigènes à propos de leur environnement et de leur mode de vie. Certains ont soutenu qu'afin d'établir une présence des peuples autochtones au sein de l'OEA, l'Inter-American Indigenous Institute devrait être réformé et revitalisé. D'autres organismes internationaux, comme l'OMC et les Nations Unies devraient également se pencher régulièrement sur les problèmes des peuples autochtones. Le Canada pourrait favoriser le dialogue entre les États et les peuples indigènes et encourager des discussions plus précisément axées sur les problèmes des peuples autochtones au sein de l'OEA. Un document de travail a été préparé par Paul Chartrand : *Canada and the Indigenous Peoples of the Western Hemisphere: Putting Principles into Action in Trade and Investment (Le Canada et les peuples autochtones de l'hémisphère occidental : de la théorie à la pratique en matière de commerce et d'investissement)*, et une cérémonie spirituelle a été célébrée par Consuelo Cutzal (Conseil de coordination des organisations des peuples mayas du Guatemala).